

Qu'est ce que la campagne GEAR

C'est la Réforme de l'Architecture de l'Égalité du Genre (RAEG)

La campagne GEAR est une campagne mondiale de plus de 300 organisations dans plus de 50 pays qui préconise de renforcer l'égalité des sexes au sein de l'architecture du système des Nations Unies (ONU).

La campagne GEAR estime que la création d'une nouvelle entité au sein du système des Nations Unies va œuvrer à la consolidation et au renforcement du système des Nations Unies pour les femmes et va énormément faire progresser l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des femmes et les droits de l'homme dans le monde entier.

Justification de la campagne

L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont essentielles à la réalisation du développement, la démocratie, la paix et la sécurité, ainsi que les Droits de l'Homme dans le monde et plus particulièrement en Afrique.

Au cours des 3 dernières années, les Etats membres des Nations Unies (ONU) ont convenu que les structures actuelles de l'ONU en charge de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ont en général, peu de ressources financières, ne sont pas très bien coordonnés et n'ont pas d'accès direct à la parole dans les structures de prise de décision de cet organe international.

Actuellement, il existe quatre structures spécifiques au sein des Nations Unies en charge des questions de genre.

- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)
- Institut international de recherche et d'apprentissage pour l'avancement de la femme (INSTRAW)

- Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme (OSAGI)
- Division de la promotion de la femme (DAW)

En plus, il existe des unités pour la parité, des conseillers de l'égalité entre les sexes, les points focaux genre et des groupes thématiques dans tout le système des Nations Unies, s'occupant de l'intégration de l'égalité entre les sexes dans les pays, au niveau sous-régional et régional.

Toutefois, le système tel qu'il est actuellement structuré n'a pas une action coordonnée, cohérente quand à la prise de décisions, l'élaboration des politiques et la mise en œuvre sur le terrain. Il faut la changer d'urgence par une nouvelle entité plus forte, ambitieuse et capable de produire des résultats sur le terrain.

Comment devrait être cette nouvelle entité

- La création d'un nouveau poste de Secrétaire Générale adjointe pour diriger cette institution. Il ou elle assurerait une représentation de haut niveau des droits des femmes dans la prise de décisions des Nations Unies, à la fois en matière d'élaboration de politiques et de mise en œuvre des programmes aux niveaux mondial et national. Ce nouveau poste, par sa stature, permettra de diriger plus efficacement la résolution des problèmes d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes.

- La nouvelle entité devrait assurer une importante présence sur le terrain et être dotée d'un solide mandat opérationnel, afin de pouvoir améliorer réellement la vie des femmes.

- La nouvelle entité devrait disposer de ressources considérables et stables, afin de pouvoir répondre aux attentes et produire les résultats requis à tous les niveaux concernés.

- La nouvelle entité devrait respecter l'obligation de rendre des comptes aux niveaux national et international, notamment par une implication significative de la société civile, et plus particulièrement des organisations non gouvernementales de femmes.

- La nouvelle entité devrait également promouvoir l'intégration de la dimension d'égalité entre les sexes et des droits des femmes aux Nations Unies, notamment dans les projets pilotes à l'échelle des pays et dans tous les processus de réforme des Nations Unies.

Pourquoi cette réforme est-elle importante pour l'Afrique

Réaliser le développement, la démocratie, la paix et sécurité ainsi que les droits de l'homme en Afrique exige une augmentation des investissements dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Les femmes africaines font face à plusieurs réalités :

- Une courte durée de vie. Le risque de mourir pendant la grossesse ou l'accouchement en Afrique est de 1 sur 22, alors qu'il est de 1 sur 120 en Asie et 1 en 7300 dans les pays développés. Selon le Rapport Mondial de Suivi 2009, plus de 10.000 femmes meurent chaque semaine dans les pays en voie de développement suite aux complications métrisables de la grossesse et l'accouchement. Environ 60% des adultes vivant avec le VIH en Afrique sub-saharienne sont des femmes et environ 75% de toutes les infections chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans sont parmi les jeunes femmes.

- Certains des plus grands écarts entre les sexes dans la scolarisation primaire se trouvent en Afrique sub-saharienne. Le pourcentage du taux d'écart de scolarisation entre filles et garçons est de moins de 10%

dans certains pays (Exemple : Burkina Faso, Burundi, Tchad, Éthiopie, Guinée, Niger, Somalie et République Unie de Tanzanie)

-Les statistiques brossent un tableau terrifiant de la situation économique, sociale et les conséquences sanitaires de la violence contre les femmes en Afrique. Une enquête auprès de 1.366 femmes d'Afrique du Sud en 2004 a montré que les 48% des femmes qui ont été battus par leurs partenaires ont été plus susceptibles d'être infectées par le VIH que ceux qui ne le sont pas.

- Plus de 65 % de femmes africaines travaillent dans l'agriculture, principalement dans la petite agriculture de subsistance. L'ONU estime que les femmes du monde entier comptent pour 2/3 de l'ensemble des heures de travail et produisent la moitié de la nourriture, mais gagnent seulement 10% du revenu mondial et possèdent moins de 1% de la propriété du monde.

-Les femmes en Afrique ne sont toujours pas suffisamment représentées dans le leadership et la prise de décision. En juin 2008, le pourcentage de femmes parlementaires en Afrique subsaharienne était de 17,2% et inférieure à 10% en Afrique du Nord.

Appel urgent à l'action !

La 64e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en Septembre 2009 est cruciale pour la campagne GEAR dans le monde et plus particulièrement pour les femmes africaines!

Nous appelons les Etats membres africains à soutenir l'adoption de la résolution de créer cette nouvelle entité.

Nous invitons les femmes africaines, les organisations de femmes et d'autres parties intéressées à prendre contact avec le représentant permanent de leur pays auprès des Nations Unies, leur Ministère en Charge des Questions de Genre ainsi que celui des Affaires Etrangères, pour les exhorter à mettre tout en œuvre pour l'adoption de cette résolution lors de la 64^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en Septembre 2009.

RETENONS QUE

Le renforcement du système d'égalité entre les sexes au sein des Nations Unies est un élément crucial du financement pour le développement durable. Il permettra aux Nations Unies et aux gouvernements de mieux tenir leurs promesses pour aller de l'avant dans le domaine de l'égalité des sexes et la promotion des droits de l'homme pour les femmes, principaux facteurs du développement tant au niveau national que mondial.



Siège : B.P. 620 Douala Cameroun
Tél. +237 33 01 24 07 – +237 77 62 78 17
Email : servitas@servitascameroon.org



Organisation Non Gouvernementale (ONG)
régie par la loi no 99/014 du 22 décembre 1999
Déclarée sous récépissé N° 027/RDDA/C19/BAPP du 19 janvier 2004

POINT FOCAL DE LA CAMPAGNE GEAR POUR LES PAYS FRANCOPHONES DE L'AFRIQUE SUD SAHARIENNE